



Conseil économique et social

Distr. limitée
21 juin 2004
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2004

13-17 septembre 2004

Point 17 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport et états financiers pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

Résumé

Le présent document, soumis au Conseil d'administration pour qu'il l'examine et en prenne note, contient le rapport financier sur les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003. Il comporte le rapport financier proprement dit, assorti de 10 états avec des notes et trois tableaux, récapitulant les résultats financiers des opérations de l'UNICEF en 2002 et en 2003. Établi conformément à la résolution 50/204 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1995, selon la présentation arrêtée par le Conseil des chefs de secrétariat (anciennement appelé Comité administratif de coordination), ce document répond à la nécessité d'harmoniser la présentation des comptes des organismes du système des Nations Unies. Les états financiers sont suivis d'une série de notes où figurent diverses informations, dont un résumé des principales conventions comptables.

* E/ICEF/2004/12.



Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles	3
I. Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	4
II. États financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003	6
État I. Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	6
État II. Actif, passif et solde des réserves et des fonds au 31 décembre 2003	7
État III. Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003	8
État IV. Ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 2002-2003, au 31 décembre 2003 ..	9
État V. Ensemble des ressources financières pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	10
État VI. État au 31 décembre 2003 des engagements approuvés au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et du Fonds pour les secours d'urgence et le relèvement	11
État VII. Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires, fonds supplémentaires et fonds de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003	12
État VII-1. Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	16
État VII-2. Coopération au titre des programmes – fonds supplémentaires : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	20
État VII-3. Coopération au titre des programmes – contributions au titre des programmes de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	24
Notes afférentes aux états financiers	27
Tableaux correspondant aux états financiers	40
Tableau 1. Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	40
Tableau 2. Sommes à recevoir au 31 décembre 2003 au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et des secours d'urgence et du relèvement	48
Tableau 3. Fonds d'affectation spéciale, exercice biennal terminé le 31 décembre 2003	52
 Annexes	
Annexe I. Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds des exercices terminés le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003	53
Annexe II. Définition de certains termes employés par l'UNICEF	55

Sigles

ACDI	Agence canadienne de développement international
CCPNU	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
CCS	Conseil des chefs de secrétariat
CDC	Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (États-Unis)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DSP	Division du secteur privé (UNICEF)
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GAVI	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
OCDP OCDPD	Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies pour le VIH/sida
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USAID	Agency for International Development des États-Unis

I. Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

Introduction

1. La Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) présente ci-après le rapport financier sur les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003, assorti de 10 états et 3 tableaux. La présentation des états I, II, III et IV est conforme aux modèles adoptés par le Conseil des chefs de secrétariat (CCS) en vue de l'harmonisation des comptes des organismes des Nations Unies. Le rapport financier donne les résultats financiers des activités de l'UNICEF pour 2002 et 2003. Les faits les plus marquants sont récapitulés dans les paragraphes qui suivent.

Recettes

2. Le montant total des recettes de l'UNICEF pour l'exercice 2002-2003 s'est chiffré à 3 milliards 127 millions de dollars. Presque tous les gouvernements, tant des pays industrialisés que des pays en développement, ont versé des contributions en 2002-2003. Les recettes se sont établies comme suit : 1 425 000 dollars pour les ressources ordinaires, 1 018 000 dollars pour les autres ressources (ordinaires) et 684 millions de dollars pour les autres ressources (secours d'urgence). Leur répartition en fonction de l'origine des fonds était la suivante : 65 % (2 034 000 dollars) provenaient de gouvernements; 31 % (958 millions de dollars) des campagnes de collecte de fonds, de la vente de cartes de vœux et de dons individuels; et 3 % (96 millions de dollars) de sources diverses, dont une réévaluation des éléments de l'actif et du passif compte tenu des fluctuations des taux d'intérêt et de change. Les arrangements interorganisations ont livré des contributions d'un montant de 39 millions de dollars (1 %).

Dépenses

3. En 2002-2003, les dépenses de l'UNICEF se sont élevées à 2 milliards 736 millions de dollars. Sur ce total, 1 milliard 40 millions de dollars a été prélevé sur les ressources ordinaires et 924 millions de dollars sur les autres ressources (ordinaires) pour les activités de coopération au titre des programmes, 606 millions de dollars ayant été prélevés sur les autres ressources (secours d'urgence). Le solde (166 millions de dollars) correspondait à des dépenses de gestion et d'administration.

Dons en nature

4. En 2002-2003, des dons en nature, évalués par les donateurs à 335 millions de dollars, ont été affectés par l'UNICEF à des projets. Ces dons ne figurent pas dans les comptes de l'UNICEF, bien qu'ils soient gérés par les services administratifs du Fonds.

Fonds d'affectation spéciale

5. Les fonds d'affectation spéciale qui ne se rapportent pas à des programmes approuvés par le Conseil d'administration de l'UNICEF ne sont pas pris en compte dans les recettes et les dépenses du Fonds. Il s'agit essentiellement de fonds destinés à financer des biens et services achetés et fournis, contre remboursement, par l'UNICEF, pour le compte de gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies ou d'organisations non gouvernementales. En 2002-2003, les contributions versées à ces fonds se sont chiffrées à 981 millions de dollars. Les dépenses et engagements de dépenses imputés sur ces comptes se sont élevés à 835 millions de dollars.

Liquidités

6. Le montant total des disponibilités de l'UNICEF s'élève à 961 millions de dollars, y compris le solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale (289 millions de dollars). Sur ce montant, 960 millions de dollars étaient placés dans des banques de premier ordre, dont 927 millions de dollars sur des comptes de dépôts à terme producteurs d'intérêts et 33 millions de dollars sur des comptes courants. Le montant de l'encaisse s'élève à 1 million de dollars.

Programmes approuvés

7. Durant l'exercice biennal 2002-2003, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 3 milliards 186 millions de dollars pour de nouveaux programmes en faveur de l'enfance dans des pays avec lesquels l'UNICEF coopère, ainsi que pour des projets régionaux et interrégionaux. Ce total comprend 1 milliard 411 millions de dollars pour des programmes devant être financés au moyen des ressources ordinaires et 1 057 000 dollars pour des projets que le Conseil a approuvés, les jugeant dignes de recevoir un appui, et qui ont été financés par les fonds supplémentaires dont les donateurs ont annoncé le versement en 2002-2003. Sont également inclus 718 millions de dollars pour des projets financés au moyen de contributions annoncées au titre des secours d'urgence et du relèvement.

La Directrice générale
du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(Signé) Carol **Bellamy**

II. États financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003

État I

Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002-2003			2000-2001	
	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total	Total
		Fonds supplémentaires	Secours d'urgence et relèvement		
Recettes					
Contributions volontaires					
De gouvernements (tableau 1)	771 115	693 806	584 588	2 049 509	1 514 560
À déduire : Versement au budget d'appui biennal (note 3)	(15 849)			(15 849)	(15 431)
	755 266			2 033 660	1 499 129
De sources non gouvernementales/privées (tableau 1)	3 291	289 695	94 311	387 297	399 452
Division du secteur privé (note 4)	570 796			570 796	324 378
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations (tableau 1)	2	34 774	4 586	39 362	42 071
Autres recettes					
Intérêts	30 368			30 368	65 598
Recettes accessoires (note 5)	38 543			38 543	41 711
Ajustements pour fluctuations de change (note 6)	26 738			26 738	(23 507)
Total, recettes	1 425 004	1 018 275	683 485	3 126 764	2 348 832
Dépenses					
Coopération au titre des programmes	739 749	923 760	606 479	2 269 988	1 897 375
Appui aux programmes (état IV)	300 335			300 335	282 678
Total, coopération au titre des programmes	1 040 084	923 760	606 479	2 570 323	2 180 053
Gestion et administration (état IV)	165 805			165 805	154 893
Total, dépenses	1 205 889	923 760	606 479	2 736 128	2 334 946
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	219 115	94 515	77 006	390 636	13 886
Sommes passées par profits et pertes et ajustements reportés d'exercices antérieurs (note 7)	4 833	4 208	7 360	16 401	13 786
Excédent (déficit) net des recettes par rapport aux dépenses	214 282	90 307	69 646	374 235	100
Solde des réserves au 1 ^{er} janvier	28 933			28 933	29 222
Montant mis en réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service (note 20)	(30 000)			(30 000)	
Augmentation des réserves	30 081			30 081	(289)
Solde des fonds au 1 ^{er} janvier	183 754	349 233	143 919	676 906	676 806
Solde des réserves et des fonds au 31 décembre	427 050	439 540	213 565	1 080 155	705 839

Les notes ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

La Directrice générale
(Signé) Carol Bellamy

Le Contrôleur
(Signé) Ellen Yaffe

État II

Actif, passif et solde des réserves et des fonds au 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

		2003	2001
Actif			
Disponibilités et dépôts à terme	(note 8)	961 359	644 550
Comptes débiteurs			
Contributions à recevoir	(note 9, tableau 2)	269 093	212 588
À déduire : Provisions pour contributions à recevoir irrécouvrables	(note 10)	(5 000)	(5 000)
Montant net des contributions à recevoir		264 093	207 588
Divers	(note 11)	344 898	289 086
Stocks	(note 12)	28 519	25 708
Bâtiments et matériel	(note 13)	13 029	12 720
Total, actif		1 611 898	1 179 652
Passif			
Contributions versées d'avance	(note 14)	2 750	3 459
Engagements non réglés	(note 15)	127 891	173 240
Comptes créditeurs	(note 16)	80 255	75 140
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 3)	289 397	197 631
Fonds d'assurance maladie	(note 17)	31 450	24 343
Total, passif		531 743	473 813
Solde des réserves et des fonds			
Réserves			
Pour les services d'achats (dépenses de personnel et charges connexes)	(note 18)	2 000	2 000
Pour l'assurance	(note 19)	142	131
Pour les immobilisations		26 872	26 802
Pour l'assurance maladie après la cessation de service	(note 20)	30 000	
Total, réserves		59 014	28 933
Solde des fonds			
Ressources ordinaires		368 036	183 754
Fonds supplémentaires		439 540	349 233
Secours d'urgence et relèvement		213 565	143 919
Total des fonds		1 021 141	676 906
Total, solde des réserves et des fonds		1 080 155	705 839
Total, passif – solde des réserves et des fonds		1 611 898	1 179 652

Les notes ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

La Directrice générale
(Signé) Carol **Bellamy**

Le Contrôleur
(Signé) Ellen **Yaffe**

État III

Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2003	2001
Mouvements de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles		
Excédent net des recettes sur les dépenses	374 235	100
(Augmentation) des contributions à recevoir	(56 505)	(10 072)
(Augmentation) du solde des autres comptes débiteurs	(55 812)	(27 389)
(Augmentation) diminution d'autres éléments de l'actif	(2 811)	654
Augmentation (diminution) des contributions versées d'avance	(709)	2 469
Augmentation du solde des comptes créditeurs	12 222	46 788
(Diminution) des engagements non réglés	(45 349)	(19 062)
<i>À déduire</i> : Intérêts créditeurs	(30 368)	(65 598)
Solde des mouvements de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles	194 903	(72 110)
Mouvements de trésorerie relatifs aux activités d'investissement et de financement		
Augmentation du solde des fonds d'affectation spéciale	91 766	92 670
<i>À ajouter</i> : Intérêts créditeurs	30 368	65 598
Solde des mouvements de trésorerie relatifs aux activités d'investissement et de financement	122 134	158 268
Autres mouvements de trésorerie		
(Augmentation) du poste terrains et bâtiments	(309)	(45)
Augmentation (diminution) des réserves et autres fonds	81	(289)
Solde des autres mouvements de trésorerie	(228)	(334)
Augmentation nette des disponibilités et dépôts à terme	316 809	85 824
Disponibilités et dépôts à terme au 1^{er} janvier	644 550	558 726
Disponibilités et dépôts à terme au 31 décembre	961 359	644 550

État IV

Ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 2002-2003, au 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ouverture de crédits</i>				<i>Dépenses</i>		<i>Montants inutilisés</i>	
	<i>Montants initiaux</i>	<i>Montants supplémentaires</i>	<i>Transferts/ajustements</i>	<i>Montants révisés</i>	<i>Appui aux programmes</i>	<i>Gestion et administration</i>		Total
Appui aux programmes								
Bureaux de pays et bureaux régionaux	295 653	3 000	(1 682)	296 971	294 013		294 013	2 958
Siège	77 463	600	3 155	81 218	79 092		79 092	2 126
Total partiel	373 116	3 600	1 473	378 189	373 105		373 105	5 084
Gestion et administration	193 053	4 400	(1 473)	195 980		195 758	195 758	222
Total	566 169	8 000		574 169	373 105	195 758	568 863	5 306
Dépenses					373 105	195 758	568 863	
<i>À déduire :</i> Recouvrement au titre des activités d'emballage et d'emmagasinage					7 408		7 408	
Recouvrement au titre des projets financés par des fonds supplémentaires et des projets relatifs aux secours d'urgence et au relèvement ^a					60 889	11 598	72 487	
Commissions d'agent au titre de l'administration des fonds d'affectation spéciale non liés à des passations de marchés et du programme des administrateurs auxiliaires						6 979	6 979	
Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales					571		571	
Versement au titre du remboursement de l'impôt national sur le revenu					3 902	11 376	15 278	
Total partiel					72 770	29 953	102 723	
Montant net : dépenses (état I)					300 335	165 805	466 140	

^a Ces chiffres sont présentés selon ceux de l'établissement du budget d'appui biennal 2002-2003.

État V
**Ensemble des ressources financières pour l'exercice biennal
terminé le 31 décembre 2003**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002-2003				2000-2001	
	Autres ressources			Fonds d'affectation spéciale	Total	Total
	Ressources ordinaires	Fonds supplémentaires	Secours d'urgence et relèvement			
Soldes d'ouverture	183 754	349 233	143 919	122 593	799 499	769 317
Recettes/rentrées de fonds	1 425 004	1 018 275	683 485	980 645	4 107 409	2 960 865
Fonds disponibles	1 608 758	1 367 508	827 404	1 103 238	4 906 908	3 730 182
Dépenses/décaissements	1 205 889	923 760	606 479	834 864	3 570 992	2 916 897
Passations en profits et pertes/ ajustements pour les exercices antérieurs	4 833	4 208	7 360		16 401	13 786
Montant mis en réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	30 000				30 000	
Solde de clôture	368 036	439 540	213 565	268 374	1 289 515	799 499

État VI
**État au 31 décembre 2003 des engagements approuvés
au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires
et du fonds pour les secours d'urgence et le relèvement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Autres ressources</i>			Total
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	
Solde inutilisé au 1 ^{er} janvier 2002 des fonds alloués aux programmes	1 917 903	436 547	146 704	2 501 154
Engagements approuvés par le Conseil d'administration ^a				
Nouveaux programmes	1 313 256			1 313 256
Engagements ayant pris effet entre les sessions du Conseil ^b	97 402	1 057 091	718 264	1 872 757
Passation par profits et pertes de contributions annoncées		(5 656)	(6 613)	(12 269)
Annulation de programmes ^c	(173 194)			(173 194)
Économies réalisées au titre du budget 2002-2003	(5 306)			(5 306)
Recouvrements au profit du budget	(102 723)			(102 723)
Total partiel	3 047 338	1 487 982	858 355	5 393 675
Dépenses	1 205 889	923 760	606 479	2 736 128
Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003	1 841 449	564 222	251 876	2 657 547
Solde des fonds au 31 décembre 2003	368 036	439 540	213 565	1 021 141
Engagements à imputer sur les recettes futures	1 473 413	124 682	38 311	1 636 406

^a E/ICEF/2001/P/L.73 (décision 2001/14), E/ICEF/2001/AB/L.10 (décision 2001/13), E/ICEF/2001/P/L.74 (décision 2001/16), E/ICEF/2002/P/L.35, E/ICEF/2002/P/L.36 (décision 2002/10), E/ICEF/2003/P/L.14 (décision 2003/7), E/ICEF/2003/P/L.19, E/ICEF/2003/P/L.20, E/ICEF/2003/AB/L.13 (décision 2003/16).

^b Crédits alloués aux programmes pour 2002 et 2003, imputés sur les recettes de la Division du secteur privé, sur les ressources ordinaires destinées au financement de projets devant être financés par d'autres ressources et pour lesquels le financement n'était pas assuré.

^c Le montant correspondant aux annulations de programmes devant être financés par les ressources ordinaires représente les soldes inutilisés des montants approuvés par le Conseil en fonction de recommandations visant les programmes, arrivées à expiration entre 2000 et 2003.

État VII

**Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires, fonds supplémentaires
et fonds de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes,
des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Afrique					
Afrique du Sud	7 080	6 273	13 353	7 760	5 593
Angola	15 863	49 506	65 369	51 064	14 305
Bénin	4 183	18 111	22 294	9 191	13 103
Botswana	2 134	4 628	6 762	3 913	2 849
Burkina Faso	22 184	7 245	29 429	15 854	13 575
Burundi	9 477	13 696	23 173	15 927	7 246
Cameroun	5 272	17 256	22 528	8 223	14 305
Cap-Vert	2 714	509	3 223	2 008	1 215
Comores	1 681	3 169	4 850	1 671	3 179
Congo	1 525	9 897	11 422	5 944	5 478
Côte d'Ivoire	5 189	27 226	32 415	9 908	22 507
Érythrée	14 350	21 944	36 294	18 978	17 316
Éthiopie	94 864	76 195	171 059	82 581	88 478
Gabon	3 982	(501)	3 481	1 388	2 093
Gambie	6 325	173	6 498	2 968	3 530
Ghana	21 144	17 708	38 852	19 823	19 029
Guinée	15 571	7 187	22 758	13 020	9 738
Guinée-Bissau	3 645	6 763	10 408	4 447	5 961
Guinée équatoriale	5 237	(1 326)	3 911	1 641	2 270
Kenya	11 198	39 500	50 698	20 050	30 648
Lesotho	8 358	1 969	10 327	4 903	5 424
Libéria	4 234	17 752	21 986	11 149	10 837
Madagascar	13 616	6 938	20 554	12 649	7 905
Malawi	30 974	30 895	61 869	35 522	26 347
Mali	9 704	34 454	44 158	17 670	26 488
Maurice	1 720	(740)	980	933	47
Mauritanie	3 793	13 777	17 570	7 151	10 419
Mozambique	59 701	16 640	76 341	33 641	42 700
Namibie	4 954	3 564	8 518	5 175	3 343
Niger	22 597	31 485	54 082	17 545	36 537
Nigéria	137 213	14 540	151 753	53 040	98 713
Ouganda	31 831	13 289	45 120	24 051	21 069
République centrafricaine	8 577	3 050	11 627	5 373	6 254
République démocratique du Congo	20 539	85 118	105 657	61 187	44 470
République-Unie de Tanzanie	45 838	16 938	62 776	26 693	36 083
Rwanda	14 134	8 120	22 254	12 144	10 110
Sao Tomé-et-Principe	3 832	(744)	3 088	1 214	1 874
Sénégal	14 932	9 234	24 166	12 663	11 503

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Sierra Leone	12 734	30 543	43 277	23 703	19 574
Somalie	24 389	51 397	75 786	42 725	33 061
Swaziland	5 358	5 654	11 012	6 228	4 784
Tchad	13 085	5 961	19 046	9 463	9 583
Togo	9 276	2 167	11 443	5 031	6 412
Zambie	23 736	17 447	41 183	23 506	17 677
Zimbabwe	9 835	19 828	29 663	17 568	12 095
Coopération régionale	13 215	25 058	38 273	30 115	8 158
Total pour la région	801 793	789 493	1 591 286	797 401	793 885
Amériques et Caraïbes					
Argentine	5 115	1 495	6 610	4 142	2 468
Belize	3 859	(575)	3 284	1 288	1 996
Bolivie	2 989	17 450	20 439	8 355	12 084
Brésil	20 187	11 176	31 363	21 560	9 803
Chili	2 923	(481)	2 442	1 668	774
Colombie	8 155	5 967	14 122	7 784	6 338
Costa Rica	3 780	(419)	3 361	1 235	2 126
Cuba	4 817	350	5 167	2 537	2 630
El Salvador	6 745	2 276	9 021	5 880	3 141
Équateur	2 625	8 029	10 654	4 797	5 857
Guatemala	8 149	6 626	14 775	7 661	7 114
Guyana	2 932	835	3 767	1 743	2 024
Haïti	11 745	4 213	15 958	7 253	8 705
Honduras	5 803	1 594	7 397	3 820	3 577
Jamaïque	4 788	1 146	5 934	3 154	2 780
Mexique	6 309	1 910	8 219	3 688	4 531
Nicaragua	8 376	10 983	19 359	6 631	12 728
Panama	3 095	(127)	2 968	1 807	1 161
Paraguay	3 562	1 067	4 629	1 800	2 829
Pérou	6 581	2 997	9 578	6 585	2 993
République dominicaine	5 968	7 917	13 885	8 147	5 738
Uruguay	3 109	(601)	2 508	1 205	1 303
Venezuela	4 819	(351)	4 468	2 252	2 216
Coopération régionale	5 504	10 248	15 752	6 810	8 942
Total pour la région	141 935	93 725	235 660	121 802	113 858
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge ^a	17 305	39 433	56 738	30 018	26 720
Chine ^a	73 959	(12 943)	61 016	31 131	29 885
Îles du Pacifique	4 368	9 663	14 031	4 682	9 349
Indonésie	55 427	(8 197)	47 230	32 231	14 999
Malaisie	1 635	(133)	1 502	830	672
Mongolie	5 191	1 570	6 761	3 159	3 602
Myanmar	36 873	4 606	41 479	22 607	18 872

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée ^a	1 208	6 901	8 109	2 681	5 428
Philippines	7 050	9 409	16 459	12 419	4 040
République démocratique populaire lao ^a	11 252	7 807	19 059	7 933	11 126
République populaire démocratique de Corée	4 811	16 841	21 652	15 721	5 931
Thaïlande ^a	9 823	3 676	13 499	6 348	7 151
Timor-Leste	4 953	15 049	20 002	8 978	11 024
Viet Nam	38 942	(3 447)	35 495	17 483	18 012
Total pour la région	272 797	90 235	363 032	196 221	166 811
Asie méridionale					
Afghanistan	47 684	183 087	230 771	179 416	51 355
Bangladesh	90 753	24 386	115 139	58 671	56 468
Bhoutan	6 390	1 419	7 809	3 867	3 942
Inde	85 514	225 967	311 481	140 328	171 153
Maldives	822	3 167	3 989	1 286	2 703
Népal	26 650	15 569	42 219	21 348	20 871
Pakistan	26 823	103 046	129 869	44 831	85 038
Sri Lanka	7 437	25 566	33 003	18 393	14 610
Total pour la région	292 073	582 207	874 280	468 140	406 140
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	7 401	830	8 231	3 768	4 463
Djibouti	1 658	3 995	5 653	1 551	4 102
Égypte	20 970	8 086	29 056	14 307	14 749
Enfants et mères palestiniens	5 153	18 000	23 153	13 734	9 419
Iran (République islamique d')	6 457	4 804	11 261	7 077	4 184
Iraq	9 915	182 022	191 937	93 139	98 798
Jordanie	1 914	4 840	6 754	3 090	3 664
Koweït	30		30		30
Liban	3 771	924	4 695	2 505	2 190
Maroc	8 870	2 162	11 032	4 132	6 900
Oman	2 120	(826)	1 294	1 124	170
République arabe syrienne	5 816	(162)	5 654	2 268	3 386
Soudan	35 840	72 308	108 148	74 286	33 862
Tunisie	4 942	(770)	4 172	1 735	2 437
Yémen	29 591	1 625	31 216	10 571	20 645
Coopération régionale	383	33 550	33 933	15 326	18 607
Total pour la région	144 831	331 388	476 219	248 613	227 066
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	9 006	2 415	11 421	6 008	5 413
Arménie	2 765	668	3 433	2 405	1 028
Azerbaïdjan	3 685	441	4 126	2 478	1 648
Bélarus	2	2 551	2 553	845	1 708

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Bosnie-Herzégovine	6 642	5 051	11 693	6 769	4 924
Bulgarie		214	214		214
Croatie	255	233	488	221	267
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 279	3 041	7 320	4 560	2 760
Ex-Yougoslavie	25		25	1	24
Fédération de Russie	283	11 046	11 329	7 686	3 643
Géorgie	4 135	(102)	4 033	1 990	2 043
Kazakhstan	3 623	203	3 826	2 581	1 245
Kirghizistan	2 942	856	3 798	2 306	1 492
Kosovo, Serbie et Monténégro	6 023	5 960	11 983	9 062	2 921
Ouzbékistan	8 402	950	9 352	7 168	2 184
République de Moldova	4 239	3 163	7 402	3 218	4 184
Roumanie	5 396	3 556	8 952	5 256	3 696
Serbie-et-Monténégro	10 429	6 622	17 051	11 642	5 409
Tadjikistan	5 922	5 806	11 728	8 199	3 529
Turkménistan	2 728	1 226	3 954	2 559	1 395
Turquie	6 285	1 056	7 341	4 071	3 270
Ukraine	15	4 650	4 665	1 915	2 750
Coopération régionale	12 474	13 590	26 064	14 120	11 944
Total pour la région	99 555	73 196	172 751	105 060	67 691
Assistance mondiale					
Fonds pour les programmes d'urgence ^a	42 229	34 743	76 972	29 861	47 111
Vaccination	4 809	2 503	7 312	3 775	3 537
Programmes multinationaux ^a	128 671	285 243	413 914	289 361	124 553
Centre international pour le développement de l'enfant	4 779	10 158	14 937	7 488	7 449
Session extraordinaire consacrée aux enfants	1 513	753	2 266	2 266	
Total, assistance mondiale	182 001	333 400	515 401	332 751	182 650
Total, assistance au titre des programmes	1 934 985	2 293 644	4 228 629	2 269 988	1 958 641
Appui aux programmes	373 116	469 091	842 207	373 105	469 102
Gestion et administration	193 053	232 509	425 562	195 758	229 804
Recouvrements au profit du budget		(102 723)	(102 723)	(102 723)	
Budget total	566 169	598 877	1 165 046	466 140	698 906
Total, coopération	2 501 154	2 892 521	5 393 675	2 736 128	2 657 547

^a Les soldes inutilisés en janvier 2002 de fonds alloués aux programmes ont été répartis entre les programmes d'assistance par pays, les programmes d'assistance par région et les programmes d'assistance mondiale.

État VII-1

**Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires :
état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés
pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003**

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Afrique					
Afrique du Sud	5 144	503	5 647	2 703	2 944
Angola	6 780	11 324	18 104	12 379	5 725
Bénin	1 993	10 969	12 962	3 330	9 632
Botswana	877	4 228	5 105	2 491	2 614
Burkina Faso	18 728	(873)	17 855	9 293	8 562
Burundi	8 115		8 115	4 948	3 167
Cameroun	3 158	14 228	17 386	5 381	12 005
Cap-Vert	1 922		1 922	1 253	669
Comores	1 448	2 634	4 082	1 250	2 832
Congo	1 018	7 453	8 471	3 546	4 925
Côte d'Ivoire	4 809	16 439	21 248	6 320	14 928
Érythrée	7 343	(123)	7 220	2 940	4 280
Éthiopie	81 235	(303)	80 932	28 569	52 363
Gabon	3 975	(874)	3 101	1 259	1 842
Gambie	5 251	(1 362)	3 889	1 396	2 493
Ghana	16 388	(2 140)	14 248	6 915	7 333
Guinée	12 275	456	12 731	5 194	7 537
Guinée-Bissau	1 539	5 124	6 663	2 120	4 543
Guinée équatoriale	4 948	(1 680)	3 268	1 305	1 963
Kenya	5 678	30 280	35 958	9 890	26 068
Lesotho	6 710	(230)	6 480	2 473	4 007
Libéria	1 655	5 510	7 165	3 804	3 361
Madagascar	11 570	4 355	15 925	9 792	6 133
Malawi	24 841	(92)	24 749	9 598	15 151
Mali	7 104	24 684	31 788	9 855	21 933
Maurice	1 706	(738)	968	924	44
Mauritanie	1 989	7 666	9 655	2 556	7 099
Mozambique	38 349	635	38 984	14 194	24 790
Namibie	3 382	102	3 484	1 844	1 640
Niger	20 608	25 324	45 932	12 777	33 155
Nigéria	131 831	(5 140)	126 691	39 647	87 044
Ouganda	24 496	(3 479)	21 017	10 276	10 741
République centrafricaine	7 906	627	8 533	3 679	4 854
République démocratique du Congo	16 727	52 668	69 395	36 151	33 244
République-Unie de Tanzanie	40 757	(890)	39 867	14 906	24 961
Rwanda	12 316	1 032	13 348	5 625	7 723
Sao Tomé-et-Principe	3 833	(777)	3 056	1 214	1 842
Sénégal	10 521	119	10 640	4 139	6 501

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Sierra Leone	5 539	13 544	19 083	6 837	12 246
Somalie	9 062	23 570	32 632	9 621	23 011
Swaziland	3 970	159	4 129	2 323	1 806
Tchad	11 016	686	11 702	5 270	6 432
Togo	8 331	165	8 496	3 316	5 180
Zambie	18 590	675	19 265	7 276	11 989
Zimbabwe	5 154	1 073	6 227	3 804	2 423
Total pour la région	620 587	247 531	868 118	334 383	533 735
Amériques et Caraïbes					
Argentine	2 023	(1 028)	995	906	89
Belize	3 726	(716)	3 010	1 095	1 915
Bolivie	1 243	6 069	7 312	2 364	4 948
Brésil	8 749	(4 347)	4 402	2 291	2 111
Chili	2 885	(1 085)	1 800	1 173	627
Colombie	5 296	(110)	5 186	1 710	3 476
Costa Rica	3 765	(718)	3 047	1 165	1 882
Cuba	4 120	(1 032)	3 088	982	2 106
El Salvador	4 536	(1 095)	3 441	1 282	2 159
Équateur	1 476	4 519	5 995	1 711	4 284
Guatemala	5 323	(645)	4 678	1 636	3 042
Guyana	2 699	735	3 434	1 509	1 925
Haiti	9 989	2 629	12 618	5 345	7 273
Honduras	5 102	502	5 604	2 272	3 332
Jamaïque	3 777	(398)	3 379	1 257	2 122
Mexique	5 071	(593)	4 478	1 853	2 625
Nicaragua	5 174	(659)	4 515	1 399	3 116
Panama	2 780	(457)	2 323	1 210	1 113
Paraguay	3 426	150	3 576	1 458	2 118
Pérou	3 857	(56)	3 801	1 886	1 915
République dominicaine	4 473	(785)	3 688	1 371	2 317
Uruguay	2 618	(687)	1 931	1 172	759
Venezuela	4 262	(1 090)	3 172	1 347	1 825
Coopération régionale	1 853	8 157	10 010	3 646	6 364
Total pour la région	98 223	7 260	105 483	42 040	63 443
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	13 312	1 225	14 537	6 851	7 686
Chine	69 559	(21 057)	48 502	23 381	25 121
Îles du Pacifique	3 557	8 746	12 303	3 810	8 493
Indonésie	47 894	(26 764)	21 130	10 584	10 546
Malaisie	1 635	(133)	1 502	830	672
Mongolie	4 428	(115)	4 313	1 793	2 520
Myanmar	31 293	(2 714)	28 579	14 591	13 988

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 161	5 567	6 728	2 183	4 545
Philippines	4 608	3 122	7 730	5 383	2 347
République démocratique populaire lao	8 226	(107)	8 119	2 965	5 154
République populaire démocratique de Corée	1 961	6 240	8 201	4 551	3 650
Thaïlande	6 429	(1 530)	4 899	1 799	3 100
Timor-Leste	324	3 615	3 939	2 668	1 271
Viet Nam	31 147	(13 415)	17 732	8 149	9 583
Total pour la région	225 534	(37 320)	188 214	89 538	98 676
Asie du Sud					
Afghanistan	10 267	32 260	42 527	23 709	18 818
Bangladesh	71 891	(19 068)	52 823	22 138	30 685
Bhoutan	5 005	(614)	4 391	1 685	2 706
Inde	34 974	152 894	187 868	56 722	131 146
Maldives	772	3 080	3 852	1 169	2 683
Népal	21 804	790	22 594	7 463	15 131
Pakistan	23 937	66 873	90 810	23 727	67 083
Sri Lanka	4 458	99	4 557	1 850	2 707
Total pour la région	173 108	236 314	409 422	138 463	270 959
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	6 611	(844)	5 767	2 104	3 663
Djibouti	1 333	3 510	4 843	1 251	3 592
Égypte	15 580	(4 477)	11 103	5 171	5 932
Enfants et mères palestiniens	3 784	4 028	7 812	4 444	3 368
Iran (République islamique d')	5 528	508	6 036	3 656	2 380
Iraq	6 459	492	6 951	4 101	2 850
Jordanie	1 105	3 340	4 445	1 345	3 100
Liban	3 384	(207)	3 177	1 240	1 937
Maroc	7 898	(255)	7 643	2 960	4 683
Oman	2 025	(1 054)	971	926	45
République arabe syrienne	5 815	(932)	4 883	1 764	3 119
Soudan	25 302	5 056	30 358	14 601	15 757
Tunisie	4 624	(1 049)	3 575	1 395	2 180
Yémen	19 114	215	19 329	6 466	12 863
Coopération régionale	383	250	633	616	17
Total pour la région	108 945	8 581	117 526	52 040	65 486
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	3 422	(544)	2 878	1 383	1 495
Arménie	2 000	48	2 048	1 325	723
Azerbaïdjan	2 812	118	2 930	1 823	1 107
Bélarus		1 991	1 991	668	1 323
Bosnie-Herzégovine	2 080	(43)	2 037	1 098	939

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Croatie	2	169	171	188	(17)
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 845	124	1 969	1 252	717
Ex-Yougoslavie	1		1		1
Fédération de Russie		2 881	2 881	975	1 906
Géorgie	3 467	(556)	2 911	1 394	1 517
Kazakhstan	2 902	13	2 915	1 915	1 000
Kirghizistan	2 431	522	2 953	1 796	1 157
Kosovo, Serbie et Monténégro	900	3 200	4 100	2 611	1 489
Ouzbékistan	5 016	537	5 553	3 684	1 869
République de Moldova	4 022	(446)	3 576	1 294	2 282
Roumanie	2 277		2 277	1 389	888
Serbie-et-Monténégro	1 401	499	1 900	1 021	879
Tadjikistan	3 920	585	4 505	3 121	1 384
Turkménistan	2 567	448	3 015	1 915	1 100
Turquie	4 271	(377)	3 894	1 665	2 229
Ukraine		3 390	3 390	1 147	2 243
Coopération régionale	5 285	3 927	9 212	4 392	4 820
Total pour la région	50 621	16 486	67 107	36 056	31 051
Assistance mondiale					
Fonds pour les programmes d'urgence	41 678	17 766	59 444	17 380	42 064
Vaccination	688		688	(49)	737
Programmes multinationaux	32 350	33 940	66 290	29 898	36 392
Total, assistance mondiale	74 716	51 706	126 422	47 229	79 193
Total, assistance au titre des programmes	1 351 734	530 558	1 882 292	739 749	1 142 543
Appui aux programmes	373 116	469 091	842 207	373 105	469 102
Gestion et administration	193 053	232 509	425 562	195 758	229 804
Recouvrements au profit du budget		(102 723)	(102 723)	(102 723)	
Budget total	566 169	598 877	1 165 046	466 140	698 906
Total, coopération	1 917 903	1 129 435	3 047 338	1 205 889	1 841 449

État VII-2

Coopération au titre des programmes – fonds supplémentaires :
état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés
pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Afrique					
Afrique du Sud	1 936	5 770	7 706	5 057	2 649
Angola	5 094	8 722	13 816	8 698	5 118
Bénin	2 179	7 142	9 321	5 861	3 460
Botswana	1 234	481	1 715	1 422	293
Burkina Faso	3 456	7 968	11 424	6 380	5 044
Burundi	1 345	1 586	2 931	1 541	1 390
Cameroun	2 114	3 028	5 142	2 842	2 300
Cap-Vert	792	509	1 301	755	546
Comores	233	62	295	196	99
Congo	382	931	1 313	1 205	108
Côte d'Ivoire	368	2 403	2 771	799	1 972
Érythrée	5 587	8 823	14 410	5 553	8 857
Éthiopie	8 986	31 361	40 347	20 290	20 057
Gabon	7	373	380	129	251
Gambie	1 074	1 535	2 609	1 572	1 037
Ghana	4 756	19 717	24 473	12 836	11 637
Guinée	1 760	5 182	6 942	4 992	1 950
Guinée-Bissau	1 971	1 743	3 714	2 327	1 387
Guinée équatoriale	289	354	643	336	307
Kenya	3 739	5 299	9 038	5 302	3 736
Lesotho	1 648	1 418	3 066	2 007	1 059
Libéria	1 587	3 172	4 759	2 150	2 609
Madagascar	1 785	2 583	4 368	2 770	1 598
Malawi	6 133	21 756	27 889	19 481	8 408
Mali	2 600	9 673	12 273	7 685	4 588
Maurice	14	(2)	12	9	3
Mauritanie	1 804	3 847	5 651	3 557	2 094
Mozambique	3 438	10 796	24 234	10 093	14 141
Namibie	1 572	3 462	5 034	3 331	1 703
Niger	1 989	6 161	8 150	4 768	3 382
Nigéria	5 382	19 680	25 062	13 393	11 669
Ouganda	7 336	10 999	18 335	9 412	8 923
République centrafricaine	560	2 246	2 806	1 581	1 225
République démocratique du Congo	4 053	14 164	18 217	12 560	5 657
République-Unie de Tanzanie	5 001	15 878	20 879	11 393	9 486
Rwanda	2 039	5 632	7 671	4 491	3 180
Sao Tomé-et-Principe	(1)	33	32		32
Sénégal	4 378	6 754	11 132	6 939	4 193

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Sierra Leone	1 826	6 059	7 885	4 615	3 270
Somalie	8 875	9 744	18 619	11 887	6 732
Swaziland	1 388	2 292	3 680	2 676	1 004
Tchad	2 068	5 275	7 343	4 193	3 150
Togo	945	2 002	2 947	1 715	1 232
Zambie	5 038	12 126	17 164	13 021	4 143
Zimbabwe	4 261	6 831	11 092	7 697	3 395
Coopération régionale	214	740	954	109	845
Total pour la région	133 235	296 310	429 545	249 626	179 919
Amérique et Caraïbes					
Argentine	3 092	2 523	5 615	3 236	2 379
Belize	72	47	119	38	81
Bolivie	1 744	11 381	13 125	5 991	7 134
Brésil	11 438	15 523	26 961	19 269	7 692
Chili	38	604	642	495	147
Colombie	2 707	4 794	7 501	5 924	1 577
Costa Rica	15	299	314	70	244
Cuba	498	1 382	1 880	1 357	523
El Salvador	954	2 092	3 046	2 119	927
Équateur	1 127	3 510	4 637	3 086	1 551
Guatemala	2 751	7 271	10 022	5 853	4 169
Guyana	233	100	333	234	99
Haïti	1 756	1 584	3 340	1 908	1 432
Honduras	701	1 052	1 753	1 474	279
Jamaïque	1 011	1 544	2 555	1 897	658
Mexique	1 238	2 503	3 741	1 835	1 906
Nicaragua	3 202	11 642	14 844	5 232	9 612
Panama	315	330	645	597	48
Paraguay	136	917	1 053	342	711
Pérou	2 562	2 689	5 251	4 198	1 053
République dominicaine	1 495	8 667	10 162	6 738	3 424
Uruguay	491	86	577	33	544
Venezuela	509	851	1 360	983	377
Coopération régionale	2 027	2 028	4 055	2 668	1 387
Total pour la région	40 112	83 419	123 531	75 577	47 954
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	4 033	38 208	42 241	23 167	19 074
Chine	4 403	7 617	12 020	7 254	4 766
Îles du Pacifique	811	917	1 728	872	856
Indonésie	4 834	13 973	18 807	15 066	3 741
Mongolie	659	1 685	2 344	1 300	1 044
Myanmar	5 580	7 320	12 900	8 016	4 884

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	47	1 334	1 381	498	883
Philippines	2 442	6 287	8 729	7 036	1 693
République démocratique populaire lao	3 026	7 914	10 940	4 968	5 972
République populaire démocratique de Corée	617	895	1 512	978	534
Thaïlande	3 394	5 206	8 600	4 549	4 051
Timor-Leste	1 820	10 685	12 505	3 479	9 026
Viet Nam	7 646	9 968	17 614	9 199	8 415
Total pour la région	39 312	112 009	151 321	86 382	64 939
Asie du Sud					
Afghanistan	1 085	25 881	26 966	9 273	17 693
Bangladesh	18 574	43 440	62 014	36 452	25 562
Bhoutan	1 385	2 033	3 418	2 182	1 236
Inde	37 500	71 391	108 891	70 708	38 183
Maldives	50	87	137	117	20
Népal	4 846	14 779	19 625	13 885	5 740
Pakistan	2 883	36 173	39 056	21 104	17 952
Sri Lanka	1 390	4 963	6 353	4 381	1 972
Total pour la région	67 713	198 747	266 460	158 102	108 358
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	790	1 268	2 058	1 353	705
Djibouti	274	531	805	289	516
Enfants et mères palestiniens	1 332	7 126	8 458	4 266	4 192
Égypte	5 390	12 563	17 953	9 136	8 817
Iran (République islamique d')	311	2 558	2 869	2 136	733
Iraq	2 967	3 730	6 697	4 126	2 571
Jordanie	815	1 437	2 252	1 662	590
Liban	387	1 131	1 518	1 256	262
Maroc	972	2 417	3 389	1 172	2 217
Oman	95	228	323	198	125
République arabe syrienne	1	371	372	82	290
Soudan	1 346	5 965	7 311	5 789	1 522
Tunisie	318	279	597	340	257
Yémen	10 476	1 410	11 886	4 105	7 781
Coopération régionale		158	158	48	110
Total pour la région	25 474	41 172	66 646	35 958	30 688
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	4 711	3 201	7 912	4 234	3 678
Arménie	777	620	1 397	1 080	317
Azerbaïdjan	870	323	1 193	654	539
Bélarus		560	560	177	383

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Bosnie-Herzégovine	1 344	4 157	5 501	2 712	2 789
Bulgarie		214	214		214
Croatie	1	65	66	2	64
Ex-République yougoslave de Macédoine	132	2 352	2 484	567	1 917
Fédération de Russie	262	1 905	2 167	1 184	983
Géorgie	630	454	1 084	595	489
Kazakhstan	721	190	911	666	245
Kirghizistan	511	334	845	510	335
Kosovo, Serbie et Monténégro		1 978	1 978	634	1 344
Ouzbékistan	3 386	131	3 517	3 202	315
République de Moldova	217	3 609	3 826	1 924	1 902
Roumanie	3 113	3 556	6 669	3 867	2 802
Serbie-et-Monténégro	406	5 740	6 146	2 249	3 897
Tadjikistan	341	1 402	1 743	705	1 038
Turkménistan	157	293	450	159	291
Turquie	1 226	861	2 087	1 105	982
Ukraine		1 260	1 260	768	492
Coopération régionale	4 321	4 879	9 200	5 299	3 901
Total pour la région	23 126	38 084	61 210	32 293	28 917
Assistance mondiale					
Centre international pour le développement de l'enfant	4 779	10 158	14 937	7 488	7 449
Fonds pour les programmes d'urgence	851	16 977	17 828	12 781	5 047
Programmes multinationaux	96 311	251 303	347 614	259 463	88 151
Session extraordinaire consacrée aux enfants	1 513	753	2 266	2 266	
Vaccination	4 121	2 503	6 624	3 824	2 800
Total, assistance mondiale	107 575	281 694	389 269	285 822	103 447
Total, assistance au titre des programmes	436 547	1 051 435	1 487 982	923 760	564 222

État VII-3

Coopération au titre des programmes – contributions au titre des programmes de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Afrique					
Angola	3 989	29 460	33 449	29 987	3 462
Bénin	11		11		11
Botswana	23	(81)	(58)		(58)
Burkina Faso		150	150	181	(31)
Burundi	17	12 110	12 127	9 438	2 689
Comores		473	473	225	248
Congo	125	1 513	1 638	1 193	445
Côte d'Ivoire	12	8 384	8 396	2 789	5 607
Érythrée	1 420	13 244	14 664	10 485	4 179
Éthiopie	4 643	45 137	49 780	33 722	16 058
Ghana		131	131	72	59
Guinée	1 536	1 549	3 085	2 834	251
Guinée-Bissau	135	(104)	31		31
Kenya	1 781	3 921	5 702	4 858	844
Lesotho		781	781	423	358
Libéria	992	9 070	10 062	5 195	4 867
Madagascar	261		261	87	174
Malawi		9 231	9 231	6 443	2 788
Mali		97	97	130	(33)
Mauritanie		2 264	2 264	1 038	1 226
Mozambique	7 914	5 209	13 123	9 354	3 769
Ouganda	(1)	5 769	5 768	4 363	1 405
République centrafricaine	111	177	288	113	175
République démocratique du Congo	(241)	18 286	18 045	12 476	5 569
République-Unie de Tanzanie	80	1 950	2 030	394	1 636
Rwanda	(221)	1 456	1 235	2 028	(793)
Sénégal	33	2 361	2 394	1 585	809
Sierra Leone	5 369	10 940	16 309	12 251	4 058
Somalie	6 452	18 083	24 535	21 217	3 318
Swaziland		3 203	3 203	1 229	1 974
Tchad	1		1		1
Zambie	108	4 646	4 754	3 209	1 545
Zimbabwe	420	11 924	12 344	6 067	6 277
Coopération régionale	13 001	24 318	37 319	30 006	7 313
Total pour la région	47 971	245 652	293 623	213 392	80 231

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Amériques et Caraïbes					
Belize	61	94	155	155	2
Bolivie	2		2		2
Colombie	152	1 283	1 435	150	1 285
Cuba	199		199	198	1
El Salvador	1 255	1 279	2 534	2 479	55
Équateur	22		22		22
Guatemala	75		75	172	(97)
Honduras		40	40	74	(34)
Pérou	162	364	526	501	25
République dominicaine		35	35	38	(3)
Venezuela	48	(112)	(64)	(78)	14
Coopération régionale	1 624	63	1 687	496	1 191
Total pour la région	3 600	3 046	6 646	4 185	2 461
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	(40)		(40)		(40)
Chine	(3)	497	494	496	(2)
Indonésie	2 699	4 594	7 293	6 581	712
Mongolie	104		104	66	38
République populaire démocratique de Corée	2 233	9 706	11 939	10 192	1 747
Timor-Leste	2 809	749	3 558	2 831	727
Viet Nam	149		149	135	14
Total pour la région	7 951	15 546	23 497	20 301	3 196
Asie du Sud					
Afghanistan	36 332	124 946	161 278	146 434	14 844
Bangladesh	288	14	302	81	221
Inde	13 040	1 682	14 722	12 898	1 824
Pakistan	3		3		3
Sri Lanka	1 589	20 504	22 093	12 162	9 931
Total pour la région	51 252	147 146	198 398	171 575	26 823
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie		406	406	311	95
Djibouti	51	(46)	5	11	(6)
Enfants et mères palestiniens	37	6 846	6 883	5 024	1 859
Iran (République islamique d')	618	1 738	2 356	1 285	1 071
Iraq	489	177 800	178 289	84 912	93 377
Jordanie	(6)	63	57	83	(26)
Koweït	30		30		30
Liban				9	(9)
République arabe syrienne		399	399	422	(23)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2002</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2003</i>
Soudan	9 192	61 287	70 479	53 896	16 583
Yémen	1		1		1
Coopération régionale		33 142	33 142	14 662	18 480
Total pour la région	10 412	281 635	292 047	160 615	131 432
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	873	(242)	631	391	240
Arménie	(12)		(12)		(12)
Azerbaïdjan	3		3	1	2
Bélarus	2		2		2
Bosnie-Herzégovine	3 218	937	4 155	2 959	1 196
Croatie	252	(1)	251	31	220
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 302	565	2 867	2 741	126
Ex-Yougoslavie	24		24	1	23
Fédération de Russie	21	6 260	6 281	5 527	754
Géorgie	38		38	1	37
Kosovo, Serbie et Monténégro	5 123	782	5 905	5 817	88
Ouzbékistan		282	282	282	
Roumanie	6		6		6
Serbie-et-Monténégro	8 622	383	9 005	8 372	633
Tadjikistan	1 661	3 819	5 480	4 373	1 107
Turkménistan	4	485	489	485	4
Turquie	788	572	1 360	1 301	59
Ukraine	15		15		15
Coopération régionale	2 868	4 784	7 652	4 429	3 223
Total pour la région	25 808	18 626	44 434	36 711	7 723
Assistance mondiale					
Fonds pour les programmes d'urgence	(300)		(300)	(300)	
Programmes multinationaux	10		10		10
Total, assistance mondiale	(290)		(290)	(300)	10
Total, assistance au titre des programmes	146 704	711 651	858 355	606 479	251 876

Notes afférentes aux états financiers

Note 1

Présentation des objectifs et des activités de l'UNICEF

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné pour mission à l'UNICEF de plaider la cause des droits des enfants, de contribuer à satisfaire leurs besoins élémentaires et de faciliter leur épanouissement. Le Fonds mobilise volonté politique et ressources matérielles afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à faire passer les enfants d'abord et à renforcer leurs capacités de mettre au point des politiques appropriées et de proposer des services aux enfants et à leur famille.

Note 2

Résumé des principales conventions comptables

Normes comptables

2. Les états financiers sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, ainsi qu'aux normes comptables de l'Organisation des Nations Unies.

3. Conformément à l'objectif d'harmonisation de la présentation des comptes des organismes des Nations Unies, les états financiers suivent maintenant les modèles convenus par le Conseil des chefs de secrétariat.

Exercice budgétaire

4. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, les comptes sont tenus sur la base d'un exercice biennal.

Unité de compte

5. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

6. Toute différence due aux variations du taux de change entre le moment où une opération est passée en écriture et celui où elle devient effective est comptabilisée comme gain ou perte de change. Les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués périodiquement à des fins comptables au taux de change en vigueur pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée séparément comme gain ou perte dans l'état des recettes et des dépenses. Conformément à la décision 1990/28 (E/ICEF/1990/13) du Conseil d'administration de l'UNICEF, les gains ou pertes de change sur le montant des contributions annoncées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont comptabilisés comme majoration ou diminution de ces contributions.

Recettes

7. Les recettes comprennent les ressources ordinaires, les fonds supplémentaires et les fonds destinés aux secours d'urgence et au relèvement. Les ressources ordinaires comprennent les contributions volontaires annuelles des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, les recettes nettes de la Division du secteur privé, les fonds recueillis à des fins générales auprès du public et d'autres recettes. Les fonds supplémentaires sont des contributions volontaires versées à l'UNICEF à des fins spéciales par des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil d'administration. Les fonds destinés aux secours d'urgence et au relèvement correspondent aux contributions versées pour des opérations d'urgence.

8. Les recettes sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'exercice en cours. Les contributions annoncées et reçues pour les exercices futurs à des fins spécifiées par les donateurs sont considérées comme recettes différées et sont comptabilisées comme « versées d'avance ».

9. Les contributions reçues des Comités nationaux sont comptabilisées comme recettes sur la base des encaissements, tandis que les contributions aux fonds supplémentaires et aux secours d'urgence et au relèvement peuvent être comptabilisées dès que l'annonce de contribution faite par un comité national est considérée comme valable. Une annonce de contribution est jugée valable lorsque des fonds ont été recueillis et que le Comité national s'est engagé à verser les fonds à l'UNICEF en annonçant une contribution.

10. L'état des recettes et des dépenses ne comprend pas les fonds reçus des fonds d'affectation spéciale ni les décaissements au titre de ces fonds. Les comptes dont les opérations ne nécessitent pas l'approbation d'engagements par le Conseil d'administration sont considérés comme des fonds d'affectation spéciale.

11. Les autres recettes sont considérées comme recettes accessoires sont portées au crédit des ressources ordinaires.

12. Les contributions en nature (fournitures) sont évaluées par l'Administration, selon les coûts que le Fonds encourrait normalement pour des articles analogues.

13. Les dons en nature ne figurent pas dans les comptes de l'UNICEF, bien qu'ils soient gérés par les services administratifs du Fonds.

Dépenses

14. Toutes les dépenses sont comptabilisées sur la base du fait générateur, excepté celles relatives aux rémunérations et prestations versées au personnel, qui sont comptabilisées uniquement sur la base des sommes effectivement décaissées.

15. Les charges comptabilisées d'avance comprennent les dépenses qui, normalement, ne sont pas imputables au budget de l'exercice en cours et qui seront inscrites comme dépenses au budget d'un exercice ultérieur.

16. Il n'est pas prévu de fonds pour couvrir les prestations à verser au personnel au titre du rapatriement et les prestations analogues dans les années à venir ou au

titre des éventualités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, les fonds nécessaires étant inscrits à cette fin dans le budget.

Disponibilités

17. Tous les fonds reçus sont déposés sur des comptes bancaires ouverts au nom de l'UNICEF, y compris les fonds versés au titre des fonds d'affectation spéciale, et comptabilisés comme disponibilités.

Stocks

18. Les fournitures destinées à l'exécution des programmes et stockées dans l'entrepôt de la Division des approvisionnements de l'UNICEF à Copenhague sont comptabilisées au coût moyen. Tous les frais de transport des fournitures jusqu'à l'entrepôt sont considérés comme faisant partie du coût moyen. Les marchandises en transit sont évaluées au coût effectif.

Biens durables

19. Le mobilier, le matériel et les autres biens non consommables ne sont pas compris dans les actifs de l'organisation. Les acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires de l'exercice au cours duquel elles ont été effectuées.

Fonds de réserve pour immobilisations

20. Par sa décision 1990/26 (E/ICEF/1990/13), le Conseil d'administration a approuvé la création d'un fonds de réserve pour immobilisations devant permettre d'améliorer le contrôle des acquisitions futures d'immobilisations par l'UNICEF, principalement des immeubles de bureaux et des logements pour le personnel sur le terrain. Des ouvertures de crédits supplémentaires seront autorisées, le moment venu, pour reconstituer ce fonds de réserve.

Consolidation des comptes de la Division du secteur privé

21. Dans le rapport financier et les comptes sont indiqués les recettes et les dépenses, l'actif et le passif, y compris le bénéfice d'exploitation net, et l'actif et le passif de la Division du secteur privé. Les transactions interservices entre l'UNICEF et la Division sont éliminées aux fins de la consolidation des comptes.

Conventions comptables de la Division du secteur privé

22. Les comptes de la Division sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, ainsi qu'au Supplément spécial concernant l'opération Cartes de vœux.

Comptabilisation par la Division du secteur privé des opérations exprimées en monnaies nationales

23. Le produit brut des ventes est comptabilisé en monnaie locale lors des livraisons de l'année en cours. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU au 31 décembre.

*Provision pour fluctuation de change et pour créances douteuses
(Division du secteur privé)*

24. La règle imposant de constituer une provision égale à 10 % des montants libellés dans une monnaie autre que le dollar des États-Unis restant à recevoir au 31 décembre est abrogée à compter du 31 décembre 2003. En application des principes comptables appliqués par la Division, une provision peut être constituée au titre des créances jugées douteuses.

Stocks d'articles de la Division du secteur privé

25. Les stocks d'articles en cours de fabrication et de produits finis sont évalués au coût standard, tandis que les matières premières sont évaluées au coût moyen mobile. Les cartes et les produits datés invendus à la fin de la première année de la campagne et tous les autres produits à la fin de la deuxième année de la campagne sont inscrits au poste « profits et pertes ». Dans ce cas ou en cas de report, les produits sont évalués au coût complet. Le matériel publicitaire et les supports promotionnels produits au cours de l'année mais destinés aux campagnes suivantes sont comptabilisés dans les stocks au coût standard.

Immobilisations de la Division du secteur privé

26. Les immobilisations d'un coût égal ou supérieur à 100 000 dollars sont ajoutées à la valeur comptable du capital et amorties en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

Passif de la Division du secteur privé

27. Les charges à payer sont comptabilisées dans les comptes de la Division conformément aux normes comptables reconnues et les procédures de séparation des exercices pertinentes appliquées de la même manière d'un exercice à l'autre.

Recettes de la Division du secteur privé

28. Le produit brut des ventes de cartes et autres marchandises est comptabilisé en monnaie locale sur la base des relevés provisoires de ventes reçus des partenaires à la fin de l'année. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU au 31 décembre. Le produit est ajusté l'année suivante, une fois reçu le relevé définitif. À la fin de l'année, si un partenaire n'a pas transmis son relevé provisoire des ventes, le produit brut est calculé à partir du rapport moyen entre ventes annuelles et livraisons de l'année considérée.

29. Les recettes provenant des collectes de fonds privés ainsi que les dépenses connexes sont inscrites sur des lignes distinctes dans les comptes de la Division. Le produit net de la collecte de fonds dans le secteur privé déclaré par les Comités nationaux est comptabilisé sur la base des rapports qu'ils ont présentés à la fin de l'année, tandis que celui des fonds privés collecté par les bureaux extérieurs n'est comptabilisé qu'au versement des fonds.

Note 3

Versements au budget d'appui biennal

30. Une partie des recettes est versée au budget d'appui biennal au titre de l'harmonisation des budgets du Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'UNICEF.

	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales	571	646
Remboursement de l'impôt national sur le revenu	15 278	14 785
Total	15 849	15 431

Note 4

Recettes de la Division du secteur privé

31. Le montant net des recettes provenant de la Division pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003 s'est élevé à 570 796 000 dollars, répartis comme suit :

	<i>2002</i>	<i>2003</i>	Total	<i>2000-2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>			
Recettes				
Produit brut des ventes	125 925	151 469	277 394	218 362
Collecte de fonds dans le secteur privé	245 156	258 531	503 687	312 032
Autres recettes	5 461	5 511	10 972	18 238
Total des recettes	376 542	415 511	792 053	548 632
Total des dépenses	95 162	126 095	221 257	224 254
Recettes nettes	281 380	289 416	570 796	324 378

Note 5

Recettes accessoires

	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Règlement d'engagements budgétaires de l'exercice antérieur	26 507	20 638
Recettes provenant de la vente de matériel excédentaire ou vétuste	1 729	2 672
Commissions pour des services d'achat	1 915	1 837
Gains et pertes de change	5 222	14 047
Divers	3 170	2 517
Total	38 543	41 711

Note 6

32. La rubrique des ajustements de change ne rend plus compte de tous les ajustements, de sorte qu'il n'est pas possible de faire des comparaisons directes avec l'exercice biennal précédent. En 2002-2003, tous les ajustements de change se

rapportant aux autres ressources ont été comptabilisés avec ces contributions, ce qui correspond à l'article 4.10 du Règlement financier et à la décision 1990/28 du Conseil d'administration de l'UNICEF (E/ICEF/1990/13).

33. Si les règles de publication avaient été strictement appliquées, le montant des ajustements de change pour 2000-2001 aurait été inférieur de 6 750 000 dollars, soit au total 16 756 000 dollars, sans que cela modifie l'excédent net des recettes sur les dépenses de l'UNICEF.

Note 7

Passation par profits et pertes

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	Total 2002-2003	Total 2000-2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>				
Contributions irrécouvrables	518	5 322	6 613	12 453	10 411
Passation de stocks par profits et pertes	3 570	334		3 904	3 347
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	745	(1 448)	747	44	28
Total	4 833	4 208	7 360	16 401	13 786

Note 8

Dépôts à vue ou à terme

	<i>2003</i>	<i>2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Dépôts à terme	927 233	619 922
Dépôts à vue – convertibles	26 867	17 085
Dépôts à vue – non convertibles	7 259	7 543
Total	961 359	644 550

Note 9

Analyse rétrospective des contributions à recevoir

<i>Avant 2001</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	Total 2003	Total 2001
<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>					
2 798	4 333	12 847	249 115	269 093	212 588

Note 10

Provision pour contributions à recevoir non recouvrables

34. Conformément à la recommandation des commissaires aux comptes (A/51/5/Add.12, par. 35), une provision de 5 millions de dollars a été constituée pour les contributions à recevoir qui ne pourraient être recouvrées.

Note 11
Autres comptes débiteurs

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Sommes à recevoir d'organisations non gouvernementales au titre des campagnes de collecte de fonds des comités nationaux de l'UNICEF	312 504	208 732
<i>À déduire</i> : Provisions de la Division du secteur privé pour fluctuation de change et créances douteuses	(28 241)	(24 606)
Sommes à recevoir de gouvernements, d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations au titre des fonds d'affectation spéciale	21 022	75 038
Sommes à recevoir de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées	4 959	
Sommes à recevoir des membres du personnel	21 432	17 924
Sommes à recevoir des banques – intérêts acquis	3 074	4 462
Avances aux fournisseurs (marchandises et fret)	8 296	3 938
Charges comptabilisées d'avance – Fonds central renouvelable de secours d'urgence		1 636
Sommes à recevoir de gouvernements – autres	1 083	899
Dépôts et charges payées d'avance	612	801
Recettes accessoires	157	262
Total	344 898	289 086

Note 12
Stocks

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Fournitures destinées aux programmes en stock à l'entrepôt de la Division des approvisionnements	23 222	18 583
Matériel d'emballage en stock	251	167
Division du secteur privé :		
Matières premières	2 402	2 404
Produits en cours de fabrication	189	230
Produits finis	2 455	4 324
Total	28 519	25 708

Note 13
Immeubles et matériel

	<i>Locaux de l'UNICEF à usage de bureaux</i>	<i>Logements de l'UNICEF</i>	<i>Machine et matériel de la Division du secteur privé</i>	Total
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>			
Au 31 décembre 2001	11 454	946	319	12 719
Acquisitions	919			919
Liquidations		366		366
Amortissement			243	243
Au 31 décembre 2003	12 373	580	76	13 029

35. Le fonds d'immobilisations a enregistré au cours de l'exercice 2002-2003 une augmentation nette de 310 000 dollars.

Note 14
Contributions versées d'avance

	<i>2003</i>	<i>2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Gouvernements et organisations intergouvernementales	1 852	3 080
Divers	898	379
Total	2 750	3 459

36. Outre les contributions versées d'avance, des contributions d'un montant de 161 269 472 dollars ont été annoncées pour les années à venir.

Note 15
Engagements non réglés

	<i>2003</i>	<i>2001</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Budget des programmes	117 810	160 552
Budget d'administration	10 081	12 688
Total	127 891	173 240

Note 16
Comptes créditeurs

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Sommes dues à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées	2 621	4 033
Fonds central renouvelable de secours d'urgence	3 427	12 500
Fournitures, services et fret	65 716	52 459
Divers	8 491	6 148
Total	80 255	75 140

Note 17
Assurance maladie

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Solde en début d'exercice	24 343	19 329
Cotisations	15 996	12 972
Dépenses	8 889	7 958
Solde en fin d'exercice	31 450	24 343

37. L'assurance (maladie et dentaire) est un régime offert par l'ONU, le PNUD, le HCR et l'UNICEF dans certains lieux d'affectation au personnel de la catégorie des agents des services généraux recruté localement, aux administrateurs recrutés sur le plan national, aux anciens fonctionnaires et aux membres de la famille de ces fonctionnaires qui remplissent les conditions voulues. Le solde représente la différence entre les cotisations et les dépenses.

Note 18
Réserve pour les services d'achats – personnel et frais connexes

38. Le Conseil d'administration a autorisé en 1993 la constitution d'une réserve pour les services d'achats, d'un montant de 2 millions de dollars (E/ICEF/1993/AB/L.11 et E/ICEF/1993/14, décision 1993/19). Il n'y a pas eu de mouvements dans la réserve en 2002-2003.

39. Les recette et les dépenses correspondant aux services d'achats ont été les suivantes :

	2002-2003	2000-2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Fonds reçus	12 160	10 425
Dépenses de personnel connexes	10 245	8 588
Virement aux recettes accessoires	1 915	1 837

Note 19**Réserve pour assurance**

Réserve pour couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes

40. En 1950, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour assurance de 200 000 dollars pour couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes de l'UNICEF non couvertes par une police souscrite auprès d'une société d'assurances. À la fin de 2001, le solde de cette réserve s'élevait à 104 010 dollars. Au cours de l'exercice 2002-2003, la réserve a enregistré une augmentation de 11 161,89 dollars.

Réserve pour perte de biens

41. En 1987, l'UNICEF a constitué une réserve de 100 000 dollars pour assurer lui-même ses biens. À la fin de 2001, le solde de cette réserve s'élevait à 26 399 dollars. Il n'y a pas eu de mouvements de fonds sur la réserve au cours de l'exercice 2002-2003.

Note 20**Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service**

42. Afin de se faire une idée de l'ordre de grandeur, sur le plan financier, des charges auxquelles le Fonds pourrait être appelé à faire face au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, l'UNICEF a engagé en 2003 un actuaire-conseil et l'a chargé de procéder à une évaluation actuarielle au 31 décembre 2003 des prestations de l'assurance maladie après la retraite. Il ressort des estimations effectuées à cette occasion qu'au 31 décembre 2003, la charge de l'UNICEF au titre des prestations de l'assurance maladie après la cessation de service, couvrant tous les participants, s'établissait comme suit :

	<i>Valeur actualisée des prestations futures au 31 décembre 2003</i>	<i>Charge accumulée au 31 décembre 2003</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Charge brute	339 309	233 428
<i>À déduire</i> : Charge des retraités	73 294	50 971
Total	266 015	182 457

43. Les données ci-dessus concernant la valeur actualisée des prestations futures représentent les valeurs actualisées (déduction faite des cotisations des retraités) de toutes les prestations à verser plus tard à tous les retraités actuels et à tous les employés en activité appelés à prendre leur retraite à l'avenir, ou en termes actuariels, le montant escompté des prestations dues après retraite.

44. Les charges à payer au titre des prestations futures représentent la part de la valeur actualisée des prestations acquise entre la date de recrutement de l'employé et la date d'évaluation. Les prestations concernant les fonctionnaires en activité leur sont acquises lorsqu'ils atteignent la date à laquelle ils peuvent faire valoir leurs droits à prestations. Autrement dit, pour les retraités et les actifs ayant droit aux prestations après le départ en retraite, la valeur actualisée des prestations futures et

les charges à payer sont de montant égal. La charge à payer, en termes actuariels, est désignée comme droits acquis à prestations après retraite.

45. En 2003, le Conseil d'administration a autorisé la constitution et le financement d'une réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service, avec une première contribution de 30 millions de dollars. Les décaissements correspondant aux retraités actuels sont pour le moment imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués.

Note 21

Autres obligations liées à la cessation de service

46. Au 31 décembre 2003, le montant net du passif éventuel au titre des prestations à verser aux fonctionnaires était estimé à 66 952 000 dollars, se répartissant comme suit :

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Congés annuels accumulés	33 041	35 839
Prime de rapatriement	33 911	20 655
Total	66 952	56 494

47. Aucun crédit correspondant n'a été inscrit dans les comptes. Ces dépenses seront imputées sur les crédits budgétaires des exercices au cours desquels les versements seront effectués.

Note 22

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

48. L'UNICEF fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, laquelle a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite et d'assurances décès et invalidité, parmi d'autres prestations du même ordre. La Caisse est un régime par capitalisation à prestations déterminées. L'obligation financière de l'UNICEF à son égard est de verser la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale et de participer au paiement compensatoire de tout déficit actuariel conformément à l'article 26 des Statuts de la Caisse. Ces paiements compensatoires ne sont dus que si l'Assemblée générale a invoqué l'article 26 après avoir déterminé qu'il fallait combler le déficit en fonction d'une évaluation de l'autosuffisance actuarielle de la Caisse à la date d'évaluation.

49. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué ces dispositions.

Note 23
Biens durables

	2003	2001
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Coût des biens durables – UNICEF	52 922	52 322
Coût des biens durables – confiés à la garde de l'UNICEF	65 708	
Total	118 630	52 322

50. Tous les biens durables sont imputés sur les dépenses de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis.

Note 24
Liquidités

51. D'après les procédures de l'UNICEF relatives aux liquidités, il convient que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires représentent en fin d'année budgétaire 10 % au moins du montant des recettes au titre des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

52. Le plan financier de 2003 prévoit que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent s'élever au minimum à 66 millions de dollars.

53. Pour respecter lesdites procédures de l'UNICEF, compte non tenu des fonds d'affectation spéciale, les soldes en espèces de l'UNICEF sont censés se répartir comme suit entre ressources ordinaires et autres ressources :

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Soldes en espèces convertibles	201 887	462 816
Soldes en espèces non convertibles	7 259	
Total	209 146	462 816

54. En 2003, l'UNICEF a atteint le montant minimum fixé pour les liquidités.

Note 25**Contributions en nature**

55. Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, l'UNICEF a fourni des contributions en nature aux organisations ci-après :

	<i>Total 2002-2003 (milliers de dollars É.-U.)</i>
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination	953
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	113
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU	45
Total	1 109

Tableaux correspondant aux états financiers

Tableau 1

Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Autres ressources									Total
	Ressources ordinaires			Fonds supplémentaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Pays										
Afrique du Sud	24		24		72	72	95		95	191
Algérie	40		40	500		500				540
Allemagne	10 582		10 580	145	36 526	36 671	3 698	22 958	26 656	73 907
Andorre	35		35	50	193	243	112	47	159	437
Angola	2		2							2
Arabie saoudite	2 000		2 000	50	158	208		122	122	2 330
Argentine				17	2 262	2 279				2 279
Arménie	7		7							7
Australie	5 509		5 509	18 970	3 307	22 277	16 865	1 391	18 256	46 042
Autriche	2 050		2 050		281	281	393	593	986	3 317
Bahamas	2		2							2
Bangladesh	35		34	157		157		1	1	192
Barbade	51		51							51
Belgique	5 296		5 296	3 994	1 330	5 324	8 407	1 342	9 749	20 369
Belize	101		101							101
Bhoutan	28		28							28
Bolivie				686		686				686
Brésil					10 716	10 716				10 716
Brunéi Darussalam							272		272	272
Bulgarie	3		3							3
Burundi	1		1							1
Cambodge	5		5							5
Cameroun	28		28							28
Canada	17 674		17 674	68 688	5 851	74 539	52 740	3 140	55 880	148 093
Cap-Vert	2		2							2
Chili	139		139		383	383		59	59	581

Donateur	Ressources ordinaires			Autres ressources						Total
	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Fonds supplémentaires			Secours d'urgence et relèvement			
				Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	
Chine	2 335		2 335	30	496	526		1	1	2 862
Chypre	10		10							10
Colombie	400		400		1 560	1 560				1 960
Costa Rica	17		17		6	6				23
Côte d'Ivoire							76		76	76
Croatie	1		1		65	65				66
Cuba	15		15							15
Danemark	50 152		50 152	5 306	699	6 005	11 716	1 515	13 231	69 388
Djibouti	1		1							1
Égypte	(1)		(1)							(1)
El Salvador	26		26							26
Émirats arabes unis	300		300		272	272				572
Équateur					477	477				477
Espagne	3 957		3 957	26	13 329	13 355	1 077	4 456	5 533	22 845
Estonie	37		37							37
États-Unis d'Amérique	239 220		239 220	194 490	42 350	236 840	101 169	9 409	110 578	586 638
Éthiopie	99		99							99
Ex-République yougoslave de Macédoine	3		3							3
Fédération de Russie	1 000		1 000		58	58				1 058
Fidji	2		2							2
Finlande	25 462		25 462	1 970	1 731	3 701	6 114	689	6 803	35 966
France	15 525		15 525	2 355	11 104	13 459	2 570	5 591	8 161	37 145
Gabon					3	3				3
Gambie	10		10							10
Ghana					1	1				1
Grèce	565		565		549	549	307	380	687	1 801
Guinée Équatoriale					13	13				26
Guyana	6		6							6
Honduras	50		50	185		185				235
Hong Kong (Chine)					3 567	3 567		1 497	1 497	5 064
Hongrie	4		4		13	13		106	106	123
Îles Vierges britanniques	2		2							2

<i>Donateur</i>	<i>Autres ressources</i>									
	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Inde	643		643	548	417	965		1	1	1 609
Indonésie	100		100		408	408				508
Iran (République islamique d')	160		160							160
Irlande	13 213		13 213	5 227	750	5 977	8 425	1 150	9 575	28 765
Islande	248		248							248
Israël	180		180							180
Italie	25 060		25 060	22 484	12 182	34 666	16 113	5 397	21 510	81 236
Jamaïque	1		1							1
Japon	46 800		46 800	95 293	15 608	110 901	76 970	14 147	91 117	248 818
Jordanie	28		28							28
Kazakhstan							10		10	10
Koweït							450		450	450
Lettonie	10		10							10
Liban	5		5		(6)	(6)				(1)
Lesotho	4		4							4
Liechtenstein	14		14	5		5	6		6	25
Lituanie							45		45	45
Luxembourg	1 234		1 234	2 595	679	3 274	615	144	759	5 267
Madagascar	5		5	161		161				166
Malaisie	84		84							84
Maldives	15		15							15
Mali	17		17							17
Maroc	96		96		174	174				270
Maurice	9		9							9
Mexique	414		414	37	1 409	1 446		2	2	1 862
Monaco	50		50							50
Mongolie	22		22							22
Myanmar	5		5							5
Namibie	1		1		98	98				99
Nicaragua	10		10	124	3	127				137
Nigéria					94	94				94
Norvège	85 410		85 410	64 923	488	65 411	44 848	593	45 441	196 262
Nouvelle-Zélande	2 115		2 115	2 292		2 292	2 553	287	2 840	7 247

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>						
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			
				<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	
Oman	55		55	221	39	260				315
Pakistan	131		131		36	36				167
Panama	27		27	300	62	362				389
Paraguay					20	20				20
Pays-Bas	60 010		60 010	59 883	6 475	66 358	37 292	4 158	41 450	167 818
Pérou	10		10		22	22				32
Philippines	108		108		997	997				1 105
Pologne	35		35				15		15	50
Portugal	340		340	8	114	122	118	376	494	956
Qatar	10		10							10
République arabe syrienne	6		6		56	56				62
République centrafricaine					6	6				6
République de Corée	4 200		4 200	120	914	1 034	4 870	1 024	5 894	11 128
République dominicaine					113	113				113
République populaire démocratique de Corée	1		1							1
République démocratique du Congo							500		500	500
République démocratique populaire lao	11		11							11
République tchèque	345		345		55	55	33	18	51	451
Roumanie	22		22							22
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	53 744		53 744	67 129	24 335	91 464	80 819	8 865	89 684	234 892
Saint-Marin							15		15	15
Samoa	2		2							2
Sénégal				54	1	55				55
Singapour	100		100		35	35				135
Slovaquie	12		12		9	9		37	37	58
Slovénie	40		40		131	131	72	257	329	500
Sri Lanka	31		31	437	4	441				472
Suède	66 368		66 368	62 048	3 256	65 304	48 408	724	49 132	180 804
Suisse	24 444		24 444	2 916	11 302	14 218	2 393	1 149	3 542	42 204
Swaziland	1		1							1
Thaïlande	417		417		4 091	4 091		2	2	4 510

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>						<i>Total</i>
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			
				<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Trinité-et-Tobago	6		6							6
Tunisie	86		86		22	22				108
Turquie	240		240		357	357	100		100	697
Ukraine	15		15							15
Uruguay					188	188				188
Venezuela					428	428				428
Viet Nam	27		27		3	3				30
Zimbabwe	1		1		7	7				8
Total partiel, pays	769 607		769 607	684 426	222 752	907 178	530 266	91 643	621 909	2 298 694
Organisations intergouvernementales										
AGFUND				190		190				190
Banque africaine de développement				500		500				500
Banque asiatique de développement				125		125				125
Banque de développement du Conseil de l'Europe				360		360				360
Communauté économique européenne				6 901		6 901	13 321		13 321	20 222
Divers, ressources ordinaires	135		135							135
Fonds de l'OPEP				200		200	350		350	550
Office humanitaire de la Commission européenne				6 520		6 520	46 356		46 356	52 876
Organisation de l'unité africaine							477		477	477
Secrétariat du Commonwealth				48		48				48
Total partiel, organisations intergouvernementales	135		135	14 844		14 844	60 504		60 504	75 483
Ajustements des recettes afférents à des exercices antérieurs	1 373		1 373	(3 269)		(3 269)	(2 199)		(2 199)	(4 094)
Remboursement de contributions				(2 195)		(2 195)	(3 983)		(3 983)	(6 177)
Total, gouvernements et organisations intergouvernementales	771 115		771 115	693 806	222 752	916 558	584 588	91 643	676 231	2 363 904

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>						
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			
				<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	
										Total
Organisations non gouvernementales										
Allemagne		–	–		105	105		150	150	255
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination					2 503	2 503				2 503
Canada					6 371	6 371				6 371
Comité international de la Croix-Rouge					5	5				5
Conférence mondiale des religions pour la paix								300	300	300
Divers, ressources ordinaires		3	3							3
Émirats arabes unis					53	53		298	298	351
États-Unis d'Amérique		21	21		46 491	46 491		273	273	46 785
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge					578	578				578
Îles Caïmanes		20	20							20
Institut d'économie (Serbie)					44	44				44
Iraq								414	414	414
Italie					9	9				9
Japon		1 000	1 000		1 042	1 042		1 500	1 500	3 542
Liechtenstein					104	104				104
Monaco					118	118				118
NetAid Foundation					15	15				15
Plan international					65	65				65
Personnel de l'ONU		1	1							1
Portugal					81	81				81
Rotary International					11 740	11 740				11 740
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord					30	30				30
Singapour					10	10				10
Suisse		31	31		101	101				132
Thaïlande					50	50				50
Total partiel, organisations non gouvernementales		1 076	1 076		69 515	69 515		2 935	2 935	73 526

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>						<i>Total</i>
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			
				<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	<i>Total partiel</i>	
Ajustements des recettes afférents à des exercices antérieurs		2 215	2 215		(241)	(241)		4	4	1 979
Remboursement de contributions					(2 331)	(2 331)		(271)	(271)	(2 603)
Total, gouvernements, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales	771 115	3 291	774 406	693 806	289 695	983 501	584 588	94 311	678 899	2 436 806
Mécanismes interorganisations										
Banque mondiale					1 307	1 307		400	400	1 707
Bureau de la coordination des affaires humanitaires					10	10		153	153	163
Département des opérations de maintien de la paix (ONU)					865	865		97	97	962
FNUAP					453	453				453
Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine					3 484	3 484				3 484
HCR					382	382		410	410	792
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée								67	67	67
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime					135	135				135
OMS					817	817		577	577	1 394
ONUSIDA					26 324	26 324				26 324
Organismes des Nations Unies					11	11				11
PNUD					363	363		743	743	1 106
Secrétariat de l'ONU					806	806		2 142	2 142	2 948
UNESCO					76	76				76
Total partiel, mécanismes interorganisations					35 033	35 033		4 588	4 588	39 623
Ajustements des recettes afférents à des exercices antérieurs		2	2		(17)	(17)		(2)	(2)	(18)
Remboursement de contributions					(242)	(242)				(242)
Total, mécanismes interorganisations		2	2		34 774	34 774		4 586	4 586	39 362
Total général	771 115	3 293	774 408	693 806	324 469	1 018 275	584 588	98 897	683 485	2 476 168

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	Total
Récapitulation				
Gouvernements	770 541	679 160	524 497	1 974 198
Organisations intergouvernementales	574	14 646	60 091	75 311
Comités nationaux	1 724	222 502	91 602	315 828
Organisations non gouvernementales	1 567	67 193	2 709	71 469
Mécanismes interorganisations	2	34 774	4 586	39 362
Total général	774 408	1 018 275	683 485	2 476 168
Contributions reçues en espèces				2 466 801
Contributions reçues en nature				9 367
Total des contributions				2 476 168

Tableau 2
**Sommes à recevoir au 31 décembre 2003 au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires
 et des secours d'urgence et du relèvement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires			Autres ressources						
			Total partiel	Fonds supplémentaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales	Sources non gouverne- mentales		Gouver- nements et organisations intergouver- nementales	Sources non gouverne- mentales	Total partiel	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales	Sources non gouverne- mentales	Total partiel	Total
Gouvernements										
ACDI/Centre d'aide alimentaire							981		981	981
Allemagne	73		73				8		8	81
Australie				1 912		1 912	1 230		1 230	3 142
Autriche							187		187	187
Belgique	5		5				706		706	711
Bhoutan	15		15							15
Burundi	1		1							1
Cameroun	14		14							14
Canada				1 076		1 076	5 906		5 906	6 982
Cap-Vert	1		1							1
Colombie	230		230							230
CDC				46 241		46 241	400		400	46 641
Estonie										
États-Unis d'Amérique				316		316				316
États-Unis d'Amérique (Department of State)				500		500				500
États-Unis d'Amérique (Department of labor)				811		811				811
États-Unis d'Amérique (International Narcotics and Law Enforcement)				224		224				224
Ex-République yougoslave de Macédoine	2		2							2
France				1 134		1 134				1 134
Gambie	10		10							10
Iran (République islamique d')	53		53							53
Irlande (Development Cooperation Office)				364		364				364
Irish Aid Division				244		244				244

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>					
			Total partiel	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>		
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>		<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel
Italie				278	278	594		594	872
Jamaïque	60		60						60
Japon				16 359	16 359				16 359
Lesotho	3		3						3
Liechtenstein						18		18	18
Luxembourg				372	372	461		461	833
Madagascar	5		5						5
Malaisie	84		84						84
Maldives	8		8						8
Maroc	4		4						4
Namibie	1		1						1
Norvège				789	789	6		6	795
Norvège-NORAD				1 515	1 515				1 515
Nouvelle-Zélande				206	206				206
Palaos	1		1						1
Pays-Bas				6 269	6 269				6 269
Pérou	10		10						10
République démocratique populaire lao	5		5						5
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				22 508	22 508	2 818		2 818	25 326
Suède									
Suède-Sida				12 609	12 609	8 287		8 287	20 896
Suisse						802		802	802
Ukraine	15		15						15
USAID/Office of foreign disaster assistance				105	105	18 256		18 256	18 361
USAID/Washington				32 299	32 299	39 785		39 785	72 084
Venezuela	47		47						47
Yémen	35		35						35
Total partiel, gouvernements	682		682	146 131	146 131	80 455		80 445	227 258
Organisations intergouvernementales									
Agfund				111	111				111

Donateur	Ressources ordinaires			Autres ressources						
			Total partiel	Fonds supplémentaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales		Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total partiel	Total
Banque interaméricaine de développement				105		105				105
Commission européenne				3 283		3 283	4 011		4 011	7 294
Fonds de l'OPEP				50		50	250		250	300
Office humanitaire de la Commission européenne				653		653	5 746		5 746	6 399
Total partiel, organisations intergouvernementales				4 202		4 202	10 007		10 007	14 209
Comités nationaux pour l'UNICEF										
Total partiel, comités nationaux										
Organisations non gouvernementales										
Centre de recherche pour le développement international						56				56
Columbia University						14				14
Hellen Keller Worldwide										
Rotary International						7 683				7 683
Total partiel, organisations non gouvernementales						7 753				7 753
Mécanismes interorganisations										
FIDA						156				156
OMS						78				78
ONUDC						45				45
ONUSIDA						8 741				8 741
PNUD		17	17							17
Total partiel, mécanismes interorganisations		17	17			9 020				9 037
Ajustements			113						3 117	10 836
Total partiel, ajustements des contributions			113						3 117	10 836
Total général	682	17	812	150 333	16 773	174 712	90 452		93 569	269 093

<i>Donateur</i>	<i>Ressources ordinaires</i>			<i>Autres ressources</i>						
			Total partiel	<i>Fonds supplémentaires</i>			<i>Secours d'urgence et relèvement</i>			Total
	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>		<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	<i>Gouvernements et organisations intergouvernementales</i>	<i>Sources non gouvernementales</i>	Total partiel	
Récapitulation										
Gouvernements			682			146 131			80 445	227 258
Organisations intergouvernementales						4 202			10 007	14 209
Comités nationaux										
Organisations non gouvernementales						7 753				7 753
Mécanismes interorganisations			17			9 020				9 037
Ajustements des contributions			113			7 606			3 117	10 836
Total général			812			174 712			93 569	269 093

Tableau 3
Fonds d'affectation spéciale, exercice biennal terminé le 31 décembre 2003
 (En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2002</i>	<i>Montants reçus et ajustements</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Soldes au 31 décembre 2003</i>
Gouvernements et autres entités				
Services d'achats	51 276	216 032	203 791	63 517
Services d'achats pour le compte de la GAVI	87 470	199 605	141 226	145 849
Autres fonds d'affectation spéciale	41 642	341 260	323 605	59 297
Administrateurs auxiliaires	6 551	25 016	18 907	12 660
Total partiel	186 939	781 913	687 529	281 323
Système des Nations Unies				
Banque mondiale	(291)		8	(299)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	5	(5)		
Bureau chargé du Programme Iraq	(66 494)	193 921	141 280	(13 853)
FNUAP		298	275	23
Organismes des Nations Unies	14	30	40	4
ONUSIDA	2 115	1 526	2 922	719
ONU, Secrétariat	(31)	32	2	(1)
Organisation internationale du Travail	9	29	29	9
Organisation mondiale de la santé	240	1 705	1 857	88
PAM	5	153	166	(8)
PNUD	33	909	585	357
UNOPS	3	(3)		
UNRWA	46	137	171	12
Total partiel	(64 346)	198 732	147 335	(12 949)
Soldes nets	122 593	980 645	834 864	268 374
Total, soldes débiteurs	75 651			21 023
Total, soldes créditeurs	198 244			289 397

Annexe I

Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds des exercices terminés le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires		Autres ressources				Total	
			Fonds supplémentaires		Secours d'urgence et relèvement			
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Recettes								
Contributions volontaires								
De gouvernements	403 457	367 658	351 132	342 674	381 518	203 070	1 136 107	913 402
<i>À déduire</i> : Versement au budget d'appui biennal	(8 387)	(7 462)					(8 387)	(7 462)
	395 070	360 196					1 127 720	905 940
De sources non gouvernementales/ privées	2 210	1 081	140 341	149 354	60 406	33 905	202 957	184 340
Division du secteur privé	289 416	281 380					289 416	281 380
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations	2		21 685	13 089	1 005	3 581	22 692	16 670
Autres recettes								
Intérêts	13 467	16 901					13 467	16 901
Recettes accessoires	10 682	27 861					10 682	27 861
Ajustements pour fluctuations de change	12 812	13 926					12 812	13 926
Total, recettes	723 659	701 345	513 158	505 117	442 929	240 556	1 679 746	1 447 018
Dépenses								
Coopération au titre des programmes	392 354	347 395	481 701	442 059	353 152	253 327	1 227 207	1 042 781
Appui aux programmes	155 025	145 310					155 025	145 310
Total, coopération au titre des programmes	547 379	492 705	481 701	442 059	353 152	253 327	1 382 232	1 188 091
Gestion et administration	86 589	79 216					86 589	79 216
Total, dépenses	633 968	571 921	481 701	442 059	353 152	253 327	1 468 821	1 267 307
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	89 691	129 424	31 457	63 058	89 777	(12 771)	210 925	179 711
Sommes passées par profits et pertes et ajustements afférents à des exercices antérieurs	4 227	606	2 160	2 048	4 389	2 971	10 776	5 625
Excédent (déficit) net des recettes par rapport aux dépenses	85 464	128 818	29 297	61 010	85 388	(15 742)	200 149	174 086
Solde des réserves au 1 ^{er} janvier	28 961	28 933					28 961	28 933

	<i>Autres ressources</i>							
	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Fonds supplémentaires</i>		<i>Secours d'urgence et relèvement</i>		Total	
	<i>2003</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2002</i>	2003	2002
Transfert au titre de l'assurance maladie après la cessation de service	(30 000)						(30 000)	
Augmentation des réserves	30 053	28					30 053	28
Solde des fonds au 1 ^{er} janvier	312 572	183 754	410 243	349 233	128 177	143 919	850 992	676 906
Solde des réserves et des fonds au 31 décembre	427 050	341 533	439 540	410 243	213 565	128 177	1 080 155	879 953

Annexe II

Définition de certains termes employés par l'UNICEF

Affectation (Earmarking). Fait de limiter à certaines fins, en vertu d'un accord ou d'une mesure administrative, l'utilisation d'un compte ou de son équivalent en éléments d'actif.

Annonce de contribution (Pledge). Promesse de don écrite par laquelle un donateur s'engage à verser à l'UNICEF une contribution volontaire. Même subordonné à l'approbation des organes législatifs du pays concerné, un engagement écrit est considéré comme une annonce de contribution.

Biens durables (Non-expendable property). Biens et matériels imputés sur le budget des services administratifs et dont le coût unitaire est supérieur ou égal à 1 500 dollars.

Budget (Budget). Plan financier d'exécution des activités prévues pour une période donnée. Le terme « budget » s'applique aux dépenses relatives à l'appui aux programmes, à la gestion et à l'administration, au programme d'assistance de l'UNICEF, ainsi qu'aux dépenses de la Division du secteur privé. Toutefois, le Conseil d'administration approuve des ouvertures de crédits uniquement pour les dépenses d'appui aux programmes et la part des programmes multinationaux financée par prélèvement sur les ressources ordinaires.

Comptabilisation sur la base du fait générateur (Accrual basis of accounting). La comptabilisation des recettes sur la base du fait générateur consiste à les rattacher à la période au cours de laquelle elles sont dues, et non pas à celle où elles sont encaissées. La comptabilisation des dépenses sur la base du fait générateur consiste à rattacher les coûts à l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées ou les dettes sont contractées, et non pas à celui où les montants correspondants sont décaissés.

Comptes vérifiés (Audited accounts). États financiers de l'organisation pour un exercice donné ou à une date donnée, vérifiés par les commissaires aux comptes (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies).

Contributions à des fins spéciales (Specific contributions). Les recommandations concernant les programmes dépassent souvent le montant de l'assistance qui peut être financée au moyen des ressources ordinaires. Certaines sont approuvées par le Conseil d'administration comme pouvant être financées à l'aide de contributions versées par des donateurs au titre des fonds supplémentaires ou des fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement. Lorsqu'une contribution à des fins spéciales est versée pour un programme entrant dans cette catégorie, l'autorisation d'engagement de dépenses correspondante prend effet (généralement entre deux sessions du Conseil d'administration).

Contributions à recevoir (Contributions receivable). Contributions qui ont été annoncées à l'UNICEF mais qui ne seront versées que plus tard.

Contributions volontaires (Voluntary contributions). Contributions offertes à l'UNICEF et acceptées sans référence à un barème de quotes-parts établi par un organe délibérant des Nations Unies.

Crédits budgétaires (Budget appropriations). Total des ouvertures de crédits approuvées par le Conseil pour le budget d'appui aux programmes, de gestion et d'administration, ainsi que d'assistance aux programmes de l'UNICEF sur lequel des engagements de dépenses peuvent être imputés à concurrence du montant approuvé.

Dépenses (Expenditures). Les dépenses d'un exercice donné sont la somme des montants décaissés et des engagements valables non réglés imputés sur les crédits ouverts ou alloués pour ledit exercice.

Dépenses engagées (Obligations). Les dépenses engagées correspondent au montant des commandes et des marchés passés, des services utilisés et des autres opérations imputées sur les ressources de l'exercice en cours. Elles peuvent être soit réglées au cours de l'exercice, soit maintenues dans les livres jusqu'à leur règlement ou leur annulation.

Disponibilités (Cash holdings). Montant global de toutes les disponibilités de l'organisation : espèces (pièces et billets), chèques, soldes des comptes courants ou à vue, comptes d'épargne et dépôts productifs d'intérêts.

Disponible dans des comptes productifs d'intérêts (Cash in interest-bearing deposits). Fonds provisoirement disponibles en sus des fonds nécessaires aux besoins immédiats, placés dans des comptes de dépôt à court terme productifs d'intérêts dont ils peuvent être retirés selon les besoins.

Disponible en banque (Cash in current bank accounts). Montant total détenu dans les comptes bancaires, pour répondre aux besoins opérationnels, tel qu'il figure dans les comptes de l'UNICEF.

Disponible en transit (Cash-in-transit). Fonds en cours de virement d'un compte bancaire de l'UNICEF à un autre, à un moment donné.

Élément d'actif (Asset). Un élément d'actif est une ressource possédée par l'organisation ou qui lui est due en raison d'un fait passé.

Élément du passif (Liability). Un élément de passif est un engagement existant en raison d'un fait passé, dont le règlement doit en principe entraîner pour l'organisation une sortie de fonds.

Encaisse (également dénommée « petite caisse ») (Cash-on-hand/petty cash). Sommes détenues en espèces par les fonctionnaires y autorisés afin de pouvoir régler de petites sommes pour le compte de l'organisation.

Exercice financier (Financial periods). Période de deux ans (« exercice biennal ») sur laquelle portent les états financiers de l'organisation.

Fonds d'affectation spéciale (Trust funds). Fonds reçus par l'UNICEF principalement pour couvrir le coût des achats de fournitures et de services effectués par l'UNICEF pour le compte de tiers. Entrent aussi dans cette catégorie les fonds offerts par des donateurs au titre du programme de formation d'administrateurs auxiliaires, ainsi que les dépenses liées aux projets financés par la Banque mondiale, au programme « pétrole contre nourriture » en faveur de l'Iraq et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI). Ces fonds ne sont pas comptabilisés dans les recettes de l'UNICEF.

Inscription au compte de profits et pertes (Write-off). Écriture de régularisation constatant la perte ou la dépréciation d'un élément d'actif.

Liquidité obligatoire (Liquidity requirement). Pour couvrir les besoins de trésorerie, les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent représenter en fin d'exercice annuel 10 % du montant des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

Monnaie locale (Local currency). Monnaie du pays ou de la région dans laquelle sont tenus les comptes financiers locaux relatifs à une activité donnée ou dans laquelle s'effectuent les opérations financières locales.

Monnaies non librement utilisables par l'UNICEF (Currencies of « restricted use » for UNICEF). Monnaies dont l'utilisation est limitée, notamment quant à leur cessibilité et à leur convertibilité, par les règlements de change ou par la volonté du donateur. En l'absence de limitations de ce genre, les monnaies sont considérées par l'UNICEF comme étant librement utilisables.

Politique de trésorerie (Liquidity policy). En raison de la nature de l'exécution des programmes et des mouvements de trésorerie de l'UNICEF, des déséquilibres à court terme peuvent se produire de temps en temps entre les décaissements et les encaissements des ressources ordinaires. La politique de trésorerie de l'UNICEF permet de compenser ces déséquilibres passagers par des prélèvements d'un montant équivalant à la moitié au plus du solde des fonds supplémentaires.

Prévisions de dépenses (Budget estimates). Montant estimatif du coût des activités proposées au titre de l'appui aux programmes, des services administratifs et de la gestion ainsi que de l'assistance aux programmes, établi pour présentation au Conseil d'administration de l'UNICEF aux fins de l'ouverture des crédits correspondants.

Prévisions révisées (Revised budget estimates). Montants résultant de l'approbation par le Conseil d'administration d'un projet de « budget additionnel » pour ajuster le budget approuvé précédemment.

Recettes (Income). Les recettes d'un exercice donné sont définies comme étant les montants en espèces ou quasi-espèces reçus ou échus au cours d'un exercice financier, qui viennent augmenter l'actif net. Les recettes de l'UNICEF sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'année en cours. Les fonds qui les composent sont classés sous trois rubriques : ressources ordinaires, fonds supplémentaires et fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement.

Recettes : fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement (Income, emergency relief and rehabilitation). Il s'agit des fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies en réponse à des appels d'urgence.

Recettes : fonds supplémentaires (Income, supplementary funds). Contributions à des fins spéciales versées au titre des programmes approuvés par le Conseil d'administration de l'UNICEF, venant s'ajouter aux ressources ordinaires et qui servent elles aussi à financer des programmes de l'UNICEF. Ces recettes se composent de fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales ou des organismes des Nations Unies et affectés expressément à des fins déterminées.

Recettes : ressources ordinaires (Regular resources income). Recettes non affectées à des fins spéciales. Y sont comprises les recettes provenant des contributions volontaires annuelles des gouvernements, les recettes nettes de la Division du secteur privé, le produit des collectes de fonds organisées auprès du public et certaines recettes diverses ou accessoires.

Recettes comptabilisées d'avance (Deferred income). Fonds reçus, ou contributions annoncées et enregistrées comme étant à recevoir, au titre d'exercices financiers à venir – qui ne sont donc pas portés au crédit du compte de recettes de l'exercice sur lequel porte le rapport.

Recettes diverses (Other income). Également désignées sous le nom de recettes accessoires en ce qui concerne les ressources ordinaires. Elles sont définies dans le système des Nations Unies comme étant a) les recettes autres que la valeur des contributions obligatoires ou volontaires; et b) les autres postes de recettes qui peuvent être exclus de cette catégorie en vertu du règlement et des règles de gestion financière de l'organisation. À l'UNICEF, il s'agit, d'une part, des recettes autres que celles provenant des contributions volontaires et, de l'autre, des recettes nettes de la Division du secteur privé.

Règlement financier (Financial Regulations). Jusqu'au 31 décembre 1987, les comptes étaient tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des ajustements requis par la nature des activités de l'UNICEF. Depuis le 1er janvier 1988, les comptes sont tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF.

Réserve pour assurance (Reserve for insurance). Une réserve pour assurance de 200 000 dollars a été constituée en novembre 1950 par le Conseil d'administration, l'UNICEF ayant décidé d'être son propre assureur pour remplacer les fournitures perdues. L'UNICEF est également doté d'une réserve pour couvrir ses risques en matière de responsabilité civile, dont le solde s'élevait au 31 décembre 2003 à 26 399 dollars.

Services d'achat (Procurement services). L'UNICEF aide les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales agissant en faveur de l'enfance en se chargeant, sur demande et contre remboursement, d'effectuer pour eux des achats de biens et de services. L'UNICEF ajoute au coût de ces biens et services une commission modique destinée à la défrayer des dépenses supplémentaires (administration, démarches et formalités) occasionnées par ces achats (voir Fonds d'affectation spéciale).

Solde des fonds (Fund balance). Le solde des fonds et les réserves correspondent à la différence entre l'actif et le passif de l'organisation. Il s'agit des fonds pouvant être prélevés sur les ressources ordinaires pour financer l'exécution de programmes, des fonds supplémentaires et des fonds pouvant être affectés à l'achat d'immobilisations.

Solde inutilisé (Unencumbered balance). Part du montant total du budget approuvé qui n'a pas été dépensée en fin d'année. Le solde non dépensé en fin d'exercice biennal est annulé et signalé au Conseil d'administration.

Stocks (Inventory). Valeur des fournitures et du matériel appartenant à l'organisation et destinés aux programmes, ainsi que du stock matières de la Division du secteur privé, à la fin d'un exercice financier.

Tableau (Schedule). Analyse explicative ou d'appui accompagnant les états financiers.

Taux de change (Rates of exchange). Les comptes de l'UNICEF sont tenus en dollars des États-Unis. En principe, les opérations libellées dans d'autres monnaies sont converties en dollars en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.
